

Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514-3900110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de préparation des délégations
Version finale : 20 avril 2012



Congrès de la CLASSE

Dimanche le 22 avril 2012

9h00

Lieu

Collège de Maisonneuve
3800, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)

Association hôte :

Société Générale des Étudiantes et Étudiants du
Collège de Maisonneuve

Sogeeecom

3800, rue Sherbrooke Est (local D-2610)
Montréal, Québec
Canada, H1X 2A2
Tel : 514-253-9898

Frais de participation

25,00\$ par personne

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Praesidium
 - 1.2 Lecture et adoption du l'ordre du jour
 - 1.3 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures
 - 1.4 Adoption du procès-verbal
- 2.0 Accueil des associations membres de la CLASSE
- 3.0 Bilans
- 4.0 Femmes
- 5.0 Plan d'action
 - 5.1 Grève
 - 5.2 Manifestations et actions
 - 5.3 Négociations
- 6.0 ASSÉ
- 7.0 Revendications
- 8.0 Finances
- 9.0 Élections
 - 9.1 Comités et Conseils de la CLASSE
 - 9.1.1 Présentation
 - 9.1.2 Plénière
 - 9.1.3 Scrutin
- 10.0 Prochains Congrès de la CLASSE
- 11.0 Avis de motion
 - 11.1 Dépôt des avis de motion
 - 11.2 Traitement des avis de motion
- 12.0 Varia
- 13.0 Levée

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	2
Table des matières.....	3
Bilans et textes de réflexion.....	8
Bilan Comité aux luttes sociales.....	8
Le comité a été impliqué dans l'organisation de rencontres avec les syndicats locaux de Concordia. Présentement, il y a sept syndicats sans convention collective dans cette université, ils mènent des négociations, quelques-uns, depuis quatre ans. Il a été possible de rencontrer cinq de ces syndicats dont trois de la CSN et deux de la FTQ. Ils ont manifesté leur solidarité avec la lutte étudiante et nous sommes aussi en train de voir comment nous solidariser également avec leur lutte. Présentement, nous faisons des tracts pour sensibiliser les étudiant-e-s et travailleuses de la lutte menée par chaque secteur. On travaille aussi avec d'autres syndicats locaux de la CSN et de la FTQ afin de bâtir des liens entre la lutte étudiante et celle de travailleur-esses sous la bannière «Étudiant-e-s travailleur-esses même combat».....	9
Bilan de l'actualité médiatique du 8 au 14 avril par le Comité médias de la CLASSE.....	9
Le bilan hebdomadaire de la couverture médiatique du conflit opposant le mouvement étudiant au gouvernement vise à rendre compte de ce qui s'est dit dans le courant de la dernière semaine, de la manière dont les choses ont été énoncées et de l'interprétation qu'on peut en faire pour la suite des choses. On y propose un survol des thématiques abordées, ainsi qu'une interprétation qualitative du traitement reçu, que ce soit pour la CLASSE ou pour l'ensemble du mouvement étudiant. Une appréciation relative du type de couverture proposé selon les différents médias est également au programme.....	9
Thématiques de la semaine.....	9
À l'examen, ce que l'on peut dire de la couverture de presse de la dernière semaine, c'est qu'elle ne se distingue pas par la mise à jour d'un grand courant de fond, ou par l'investigation d'idées porteuses, comme, par exemple, à la mi-mars, l'argumentaire autour de la classe moyenne (dans la foulée de la manifestation familiale). Certes, il y a des discussions autour du « printemps québécois », mais on ne sent pas que le traitement du sujet soit à la hauteur des circonstances, surtout quand on voit le nombre de personnes qui décrient l'analogie avec le « printemps arabe », parce qu'ils la trouvent infondée ou trop simpliste. Dans l'ensemble, on peut même dire que ce concept reçoit un accueil médiatique condescendant, au mieux plutôt froid. Seuls les lettres ouvertes et les commentaires d'internautes soulignent la pertinence du concept et de l'appellation.....	9
On peut donc dire que c'est surtout l'actualité événementielle qui retient d'abord l'attention, plutôt qu'une thématique dominante. Du moins, c'est vrai au début de la semaine, parce qu'après quelques jours, l'idéologique commence à prendre préséance sur l'économique, et ce malgré la formulation, mercredi, d'une proposition conjointe de la FEUQ et de la FECQ sur la problématique de la gestion universitaire. Les discussions sur un potentiel printemps québécois notamment, mais surtout la prise de conscience par les médias appartenant au groupe Québécois des positions sociales de la CLASSE (voir notamment l'article de Benoit Aubin sur l'agenda supposément caché de Gabriel Nadeau-Dubois) amènent certains à s'attaquer au volet social et idéologique du mouvement étudiant.....	10
Cependant, ce qui retient surtout l'attention au début de la semaine, ce sont certains éléments liés à l'actualité du conflit, comme, par exemple, l'atteinte présumée d'un seuil critique, avec les supposées menaces d'annulation de session ou, pour les plus nuancés, le casse-tête organisationnel qui accompagnera l'éventuel retour en classe. La question des date-butoirs revient constamment dans les médias tout au long de la semaine, mais surtout lors des premiers	

jours. On évoque aussi fréquemment les votes de reconduction, puisqu'on sent, dans les médias, l'espoir de voir le mouvement s'essouffler et d'assister à l'effondrement en direct. Étrangement, cet aspect perdra de son importance vers la fin de la semaine, peut-être en raison d'une tendance générale vers la reconduction des mandats de grève.....10

Au plan médiatique, le point tournant de la semaine reste cependant la décision du directeur du collège de Valleyfield, Guy Laperrière, de forcer le retour en classe malgré le maintien du mandat de grève dûment établi par un vote démocratique des étudiants de l'établissement. Cette tentative de dénouer la crise, évidemment décrié par les associations étudiantes (et, au tout premier chef, la CLASSE), est amplifiée par la sortie médiatique de la ministre Beauchamp, pour qui « tous les moyens doivent être pris pour forcer le retour en classe » (ce que ne désavouera pas le Premier ministre du Québec, alors en visite au Brésil). Dès lors, on sent clairement que le ton est à l'affrontement, et que la question de la violence redevient un thème majeur dans l'espace médiatique. Le blocage de certains bâtiments du Quartier des affaires, mercredi matin, les piquets de grève à Valleyfield en début de journée jeudi, les événements qui se sont produits la même journée à l'Université de Montréal, les menaces proférées contre la sécurité des ministres Fournier et Beauchamp, ainsi que le saccage au bureau de cette dernière amènent alors une polarisation de l'attention des médias sur la tension qui ne fait qu'augmenter entre les deux camps.....10

Ce basculement, même s'il implique que les associations étudiantes soient parfois mises sur la sellette, concourt pourtant, étrangement, à jouer en faveur du mouvement étudiant. En effet, il ne permet peut-être pas de rallier l'opinion publique à la valeur de l'argumentaire contre la hausse, mais il amène les médias à se poser de plus en plus comme des agents désireux de mettre la pression sur le gouvernement pour que celui-ci engage finalement des négociations. Cette nouvelle tendance se dessine notamment à travers l'insistance à questionner la ministre. Elle se signale aussi à travers la critique de plus en plus ouverte de la stratégie adoptée par le gouvernement dans le but de résoudre la crise. Dans la foulée, une sorte de remise en cause du pourquoi de la non reconnaissance du caractère démocratique du mouvement de grève commence à se faire jour. L'attitude condescendante des Libéraux et des médias, les campagnes de peur organisées par certaines institutions, les mesures adoptées par les universités de Montréal et Concordia, la sortie de la Fédération des cégeps, ainsi que la judiciarisation du conflit, tout cela commence à faire l'objet d'un questionnement, parfois timide, parfois direct. La judiciarisation, même si elle est présente toute la semaine, gagne en intensité à mesure qu'on se rapproche du week-end, surtout avec ce qui se passe à l'Université de Montréal, de sorte qu'on en vient à suggérer que le parti au pouvoir préfère laisser à d'autres le soin de venir à bout des étudiants. L'arrestation d'un journaliste et d'un photographe du journal La Presse conduit aussi à se poser des questions sur les accroc à la démocratie qui commencent à s'accumuler joyeusement à mesure que les jours filent. Ce constat implique, par voie de conséquence, une critique de la stratégie du gouvernement pour résoudre le conflit (entêtement de la ministre Beauchamp à ne pas négocier, électoralisme, cynisme, condescendance, etc.), même si on se refuse à pousser le bouchon trop loin, laissant plutôt aux lecteurs et aux personnes interviewées le soin de tirer les conclusions qui s'imposent.....11

Enfin, dans un ordre d'idées complémentaire, la semaine passée a donné lieu à une revalorisation de la notion de gratuité scolaire, alors même que la CLASSE consent explicitement à privilégier le gel, du moins dans une optique stratégique à court terme. L'écho d'une lettre coécrite par le sociologue Guy Rocher, à partir de mercredi matin, jette en effet une douche d'eau froide sur la tête de tous ceux et celles qui faisaient des gorges chaudes de la principale revendication de la CLASSE. Sans que la gratuité amorce un réel retour en grâce, on constate néanmoins que son évocation se fait avec un peu plus de sérieux, à tout le moins dans les médias qui ne sont pas associés au groupe Québecor.....11

Appréciation qualitative du traitement reçu.....	11
Le mouvement étudiant.....	11
La semaine s'ouvre du mauvais pied pour le mouvement dans les médias, qui poursuivent, dans la majorité des cas, un travail de désinformation et de délégitimation amorcé depuis quelques temps déjà. Ce traitement négatif se traduit par une insistance à parler de la division qui règne au sein du mouvement (notamment à la suite de la mise au point concernant la désignation de la sortie médiatique conjointe du vendredi 6 avril sous l'appellation de « front commun »). On le remarque aussi par l'emphase souvent morbide des médias à spéculer sur l'essoufflement prochain des grévistes. À ce stade-ci, presque tout le monde pense qu'on va craquer, que les pressions qui pèsent sur les étudiants, tant académiques qu'économiques, auront raison de leur détermination, ce à quoi Gabriel et Jeanne ont tenté de faire barrage par une approche bien ciblée. L'initiative malheureuse du directeur du Cégep de Valleyfield donne cependant le signal d'un emballement du conflit, qui se traduit par une série d'actions de résistance et de débordements qui frappent l'opinion publique et qui font sentir le caractère impératif d'une ouverture du dialogue entre les deux parties. Cela conduit aussi, on l'a déjà vu, à une remise en question de l'approche préconisée par le gouvernement pour gérer la crise, ce qui, sans se traduire nécessairement par un retournement de la faveur populaire,.....	11
favorise tout de même le mouvement étudiant, puisque la pression s'accroît pour exiger des négociations. Même si la problématique de la violence revient à l'avant-scène, ça n'affecte pas tant que ça le traitement réservé aux grévistes, bien au contraire. On constate plutôt que la tension croissante force une prise de conscience d'en finir au plus vite avec le conflit par la voie du compromis. On serait en droit de supposer que les stratèges libéraux n'avaient pas prévu que les choses prendraient cette tournure.....	11
La CLASSE.....	11
Plus qu'au cours de n'importe quelle autre semaine, la CLASSE se détache vraiment, en ce moment, comme étant le fer de lance du mouvement, mais aussi comme étant, selon certains, l'ennemi à abattre. Même si on lui reconnaît quelques mérites (comme sa capacité de mobilisation pour bloquer les portes au collège de Valleyfield, jeudi), elle est surtout perçue comme l'organisation qui justifie la volonté du gouvernement de ne pas négocier. Même si Gabriel s'est employé à préciser que la priorité actuelle, c'était le gel, on ramène constamment sur la table l'épouvantail de la gratuité scolaire. Et, fait nouveau cette semaine, la critique s'élargit au point de prendre en considération, et d'attaquer l'agenda idéologique de la CLASSE, qui, pour certains (Benoit Aubin, Richard Martineau), a été révélé au grand jour quand Gabriel a pris la parole lors du spectacle Nous ? Pourtant, la CLASSE n'a jamais fait mystère de ce qui la motivait à agir, mais il faut croire que de prendre le temps de s'informer et de réfléchir n'est pas au programme pour bon nombre de journalistes et de chroniqueurs politiques.....	11
Gabriel/Jeanne.....	12
Bien qu'il soit vrai que Jeanne ait pris pas mal plus de place dans les médias cette semaine, Gabriel reste, malgré tout, celui qui polarise l'attention (et les critiques). Souvent considéré avec condescendance (notamment à Radio-Canada), quand il n'est pas carrément ridiculisé ou démonisé (comme chez Québecor), il prend de plus en plus l'aspect d'un paratonnerre pour le reste du mouvement étudiant. En effet, si Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins sont là pour commenter l'actualité du mouvement et pour lui conférer une allure respectable, Gabriel, lui, est la cible toute désignée (et facile) pour ceux et celles qui veulent se livrer à une critique pas trop argumentée et bourrée de préjugés du mouvement de grève. Il est également celui qui canalise les peurs de ceux et.....	12
celles qui commencent à sentir que le système vient d'éveiller un mouvement de contestation et de résistance beaucoup plus large et organisé que ce qu'on aurait pu croire, et qui appréhendent, sans en comprendre toutes les subtilités, que ce mouvement pourrait bien représenter, tôt ou tard,	

une menace pour les intérêts de la minorité qui nous gouverne..... 12

Jeanne, elle, même si ses interventions demeurent cinglantes et dynamiques, jouit d’une sorte d’immunité dans les médias, qui ne semblent pas avoir la même attitude avec elle qu’avec Gabriel. Même si Jeanne est apparue plus souvent à l’écran cette semaine, et même si on l’a citée plus fréquemment, Gabriel, sans doute bien involontairement, lui fait de l’ombrage, puisqu’il symbolise la CLASSE et tout ce qui vient avec la radicalisation du mouvement. Cela n’empêche pas Jeanne de faire un travail très efficace, d’autant qu’elle profite d’un semblant d’immunité qui lui permet de livrer ce qu’elle a à dire dans un cadre d’intervention somme toute moins hostile. Ce qui est en soi assez paradoxal, considérant que la teneur des propos tenus par Jeanne ne diffère guère de ceux tenus par..... 12

Gabriel, les deux étant à la fois très fermes et très catégoriques lorsqu’ils font des interventions. 12

Par médias..... 12

Enfin, un tour d’horizon analytique de la couverture de l’actualité étudiante proposée par les médias au cours de la dernière semaine ne pourrait être complet sans qu’on s’arrête à considérer quel genre de traitement chacun d’eux réserve au présent conflit. 12

Comme plusieurs l’ont déjà constaté, le journal le plus favorable aux étudiants en grève reste incontestablement Le Devoir. Même si les articles sur l’actualité qu’on y trouve ne trahissent pas vraiment de parti pris, ils jouent en faveur du mouvement, par une certaine volonté de présenter chacune des deux faces de la médaille, une attitude qui est loin d’être partagée par tous les médias. Cependant, les textes d’opinion et les lettres ouvertes vont généralement dans le sens d’un support au débrayage des étudiants, alors qu’on s’y emploie à démontrer la justesse de la cause estudiantine, ainsi que le cynisme et la mesquinerie dont fait preuve le gouvernement dans sa gestion de crise. Rappelons d’ailleurs que c’est Le Devoir qui a relayé la lettre coécrite par Guy Rocher pour démystifier la problématique de la gratuité scolaire. Enfin, mentionnons que Le Devoir, tout en s’attardant sur les grands enjeux du conflit, touche peu à l’argumentaire idéologique sur lequel s’appuie une bonne partie du mouvement étudiant, même si ces questions reviennent parfois via les textes d’opinions. En fait, ce sont surtout l’économie et l’éducation dépouillées de leur toile de fond (idéologique) qui sont au coeur de la couverture proposée par le quotidien montréalais..... 12

La Presse, quant à elle, offre un drôle de mélange de textes qui défendent et stigmatisent tour à tour le mouvement de grève. Les affiliations politiques et idéologiques du quotidien français le plus lu en Amérique du Nord ne sont sans doute pas étrangères à ce type d’approche. Ainsi, les éditorialistes servent, pour la plupart, de caisses de résonance aux mots d’ordre du Parti libéral, comme en témoignent les écrits des André Pratte, Alain Dubuc et autres Gilbert Lavoie. Quelques textes de Michèle Ouimet et de Patrick Lagacé nuancent un peu ce parti pris peu subtil, mais on sent clairement de quel côté penche la balance. C’est d’autant plus vrai que le traitement supposément objectif de l’actualité (c’est-à-dire tout ce qui se présente comme un compte-rendu impartial des événements) évacue toute forme de contextualisation trop poussée, de sorte qu’on ne cherche pas..... 13

vraiment à dégager les lignes de force idéologiques qui déterminent le conflit, et à en tirer les conclusions qui s’imposent. On peut par conséquent dire que la mise en perspective du mouvement de grève n’est pas à la hauteur de la situation, et ce même si les journalistes de La Presse ont tout de même, en cours de route, pris le temps d’explorer certains aspects de l’argumentaire économique des opposants à la hausse. Reste maintenant à voir si l’arrestation d’un journaliste et d’un photographe, vendredi dernier, aura un impact sur la couverture de la grève d’ici à ce qu’elle prenne fin..... 13

Maintenant, chez Québecor, il n’y a pas à dire, ce qu’on nous offre, c’est une caricature unidimensionnelle du conflit. Ici, on est franchement du côté de l’État, pour la loi et l’ordre, et on

joue à fond la carte du sensationnalisme et de la démagogie. Le reportage spectacle est de mise, et le moindre « dérapage » fait les choux gras des premières pages et des ouvertures de bulletins de nouvelles. Ici, on privilégie le détail au portrait d'ensemble, et on est bien incapable d'offrir une synthèse des dynamiques à l'oeuvre pour le bénéfice d'un auditoire qu'on infantilise ouvertement. Chez Québecor, la confrontation des argumentaires pour et contre n'est pas au programme, puisqu'on semble se dire que présenter un seul point de vue, surtout celui qui enflamme le plus les passions du contribuable-moyen-payeur-de-taxes, c'est ce qui rapporte le plus. Fait à noter cependant : même si c'est sous le couvert d'une déformation caricaturale, c'est par le conglomérat médiatique du beau Pierre-Karl que l'argumentaire idéologique mis de l'avant par la CLASSE trouve le plus d'échos. Bien sûr, si on en fait mention dans les journaux et à la télévision, ce n'est pas, on s'en doute bien, pour en faire la promotion. Bien au contraire, puisque Gabriel, personnellement, et la CLASSE sont désormais les têtes de turc des nombreux chroniqueurs démagogues qui sont à l'emploi du Journal de Montréal. Saluons néanmoins ces fiers tâcherons des raccourcis et de l'écriture facile qui permettent aux grandes idées et aux principes sur lesquels nous fondons notre lutte de se faire jour dans l'espace médiatique.....13

Radio-Canada demeure, de son côté, un cas d'espèce un peu particulier, dans la mesure où la condescendance propre à la maison accompagne une volonté de couvrir l'événement dans toute sa diversité. Ainsi, on remarque que la couverture journalistique permet de soulever différents points fort intéressants à connaître, mais on constate aussi que l'analyse n'est jamais poussée jusqu'à ses limites. En fait, on dirait qu'on tourne autour d'une boîte de Pandore, sans oser l'ouvrir, de peur de ce qui pourrait en sortir. Simon Durivage, à cet effet, est assez représentatif de l'attitude affichée par rapport au mouvement étudiant par les représentants de la société d'État. Cette attitude se caractérise.....13

par l'illusion d'offrir une couverture en profondeur, qui va au fond des choses, alors que la liaison et la mise en perspective des faits soulevés ne dépassent pas un certain stade au-delà duquel il serait idéologiquement dangereux d'aller. Chez Radio-Canada, on ressent clairement cette incapacité à envisager qu'on puisse vivre dans une réalité alternative, qui relève de paradigmes qui forment la trame de notre quotidien (ex. : l'expression exclusive de la politique via l'électoratisme et le parlementarisme britannique).....13

Enfin, on ne peut que souligner au passage la lucidité et la pertinence des analyses proposées par les blogueurs du Voir.ca, qui sont, dans leur ensemble, plus que favorables à notre cause, et qui savent replacer le conflit dans ses amarres idéologiques. Ici, on sent qu'on a à faire à des interlocuteurs perspicaces, dont l'imaginaire s'ouvre à d'autres perspectives, et qui ont l'intelligence et la lucidité de pouvoir penser (et rêver) le monde autrement.....14

Propositions.....15

Proposition mise en dépôt au Congrès de la CLASSE du 15 avril 2012.....23

Bilans et textes de réflexion

Bilan Comité aux luttes sociales

Le 14 avril 2012

Ce bilan vous présente une actualisation de la lutte étudiante en Colombie et au Chili ainsi que le travail fait avec les différents syndicats.

COLOMBIE

Après s'être organisé dans la Coalition large nationale étudiante (MANE) et avoir déclenché une grève générale illimitée de plus de trois mois obligeant le gouvernement colombien de retirer la réforme de loi 30 qui visait la privatisation totale de l'éducation universitaire en Colombie, les étudiant-e-s en Colombie, toujours organisés-e-s dans la MANE, continuent le combat pour construire un modèle alternatif d'éducation supérieure, au service de la population et non au service des groupes économiques. La loi alternative d'éducation supérieure sera basée sur le Programme Minimum conçu par les étudiant-e-s qui comprend cinq sujets, à savoir: financement, démocratie et autonomie, bien-être, qualité académique, libertés démocratiques et relation université société. Le financement veut dire que l'État garantisse l'éducation comme un droit et une condition nécessaire pour le développement nationale laissant de côté sa connotation comme marchandise et en la finançant sans des conditionnements. Aussi, la régularisation des frais de scolarité partout dans le pays visant le gel dans les universités privées et la gratuité dans les universités publiques. L'élimination des exonérations fiscales aux multinationales et la réduction du budget de la guerre et la dette publique ainsi que le financement des prêts.

La démocratie et l'autonomie comprend que les universités puissent élire leur gouvernement de manière démocratique et qu'elles aient également la liberté de définir la recherche, les programmes d'études et la manière d'investir leurs ressources selon leurs besoins.

Le bien-être signifie un rejet de la sous-traitance

et que les universités garantissent directement les services de santé, alimentation, logement, transport et d'activités sportives, culturelles et artistiques ainsi que les garanties d'emploi pour les travailleur-ses.

La qualité académique exige le dégel du corps de professeur-e-s et l'augmentation progressive de professeur-e-s, la liberté académique, l'augmentation des places pour les étudiant-e-s et le rejet de l'assurance qualité.

Les libertés démocratiques font référence au respect des expressions culturelles, sociales, politiques et d'organisation étudiante, syndicale et professorale à l'intérieure des universités. L'exigence de la démilitarisation des universités et la non stigmatisation du mouvement étudiant ainsi que le respect au droit à la mobilisation sociale.

La relation université-société exige que l'éducation doive être liée aux besoins du peuple colombien et non au marché et multinationales. Cela implique l'adoption d'un nouveau modèle pédagogique qui puisse résoudre les problèmes environnementaux et qui inclue les différents groupes ethniques et culturels qui composent le pays. La création d'hôpitaux universitaires financés complètement par l'État et au service de la population et non du secteur privé. Finalement, la solution politique et négociée au conflit armé dans le pays.

A fin de pouvoir développer la Loi alternative d'éducation supérieure, les étudiant-e-s se sont réunis trois fois à partir du 10 Mars dans différentes villes colombiennes et ont proposés des débats publiques avec la participation de la MANE, le gouvernement et divers secteurs de la population. Également, une rencontre avec la Commission nationale de droits humains a mis en évidence la violation des libertés démocratiques dans le processus de mobilisation et d'organisation des étudiant-e-s et a exigé au gouvernement le respect et les garanties pour les

libertés démocratiques. Le premier débat «Université et société» a eu lieu le 28 mars sans la présence du gouvernement qui ne s'est pas présenté. Les deux débats suivants se sont tenus le 11 et le 13 avril. Ce dernier dans le contexte du «Sommet des peuples» qui est une alternative au «Sommet des Amériques» et au même temps que le Carnaval pour la souveraineté nationale et l'autonomie universitaire organisé par chaque MANE locale avec des manifestations internes. La MANE fait un fort appel à la continuation du processus de mobilisation des étudiant-e-s dans les rues ce qui supportera la construction programmatique de la Loi alternative d'éducation supérieure et les exigences du mouvement étudiant comprises dans le Programme minimum.

CHILI

Après avoir vécu toute une année 2011 de fortes mobilisations, le mouvement étudiant chilien reprend sa lutte afin d'exiger que l'État chilien garantisse le droit à l'éducation par le biais du financement direct, ce qui a été démantelé pendant la dictature de Pinochet. Suite à la pose d'été, et dans le but de recommencer le combat et montrer qu'ils ne vont pas lâcher leurs revendications, les étudiant-e-s chilien-n-e-s sont sorti-e-s dans les rues le 15 mars dans une grosse mobilisation nationale qui a été fortement réprimandée. Aujourd'hui, le 85% du financement de l'éducation publique au Chili est chargée aux étudiant-e-s et à leurs familles et le 15% à l'État. En ce moment, les étudiant-e-s sont en train de se réorganiser dans les

différentes associations et dans la Confesh avec la participation des universités privées. Ainsi, ils ont déjà proposé deux grands journées de mobilisation nationale, la première sera le 21 avril ce qui vise des rencontres familiales de diffusion dans chaque université afin de relancer le débat et les revendications de la nécessité d'un système d'éducation publique et d'organiser la grande manifestation nationale de reprise de lutte pour l'éducation le 25 avril.

Également, le mouvement étudiant tisse présentement des liens avec les travailleur-es du secteur minier et de la pêche artisanale pour lutter ensemble pour leurs revendications.

SYNDICATS

Le comité a été impliqué dans l'organisation de rencontres avec les syndicats locaux de Concordia. Présentement, il y a sept syndicats sans convention collective dans cette université, ils mènent des négociations, quelques-uns, depuis quatre ans. Il a été possible de rencontrer cinq de ces syndicats dont trois de la CSN et deux de la FTQ. Ils ont manifesté leur solidarité avec la lutte étudiante et nous sommes aussi en train de voir comment nous solidariser également avec leur lutte. Présentement, nous faisons des tracts pour sensibiliser les étudiant-e-s et travailleur-es de la lutte menée par chaque secteur. On travaille aussi avec d'autres syndicats locaux de la CSN et de la FTQ afin de bâtir des liens entre la lutte étudiante et celle de travailleur-es sous la bannière «Étudiant-e-s travailleur-es même combat»

Bilan de l'actualité médiatique du 8 au 14 avril par le Comité médias de la CLASSE

Le bilan hebdomadaire de la couverture médiatique du conflit opposant le mouvement étudiant au gouvernement vise à rendre compte de ce qui s'est dit dans le courant de la dernière semaine, de la manière dont les choses ont été énoncées et de l'interprétation qu'on peut en faire pour la suite des choses. On y propose un survol des thématiques abordées, ainsi qu'une interprétation qualitative du traitement reçu, que ce soit pour la CLASSE ou pour l'ensemble du mouvement étudiant. Une appréciation relative

du type de couverture proposé selon les différents médias est également au programme.

Thématiques de la semaine

À l'examen, ce que l'on peut dire de la couverture de presse de la dernière semaine, c'est qu'elle ne se distingue pas par la mise à jour d'un grand courant de fond, ou par l'investigation d'idées porteuses, comme, par exemple, à la mi-mars, l'argumentaire autour de la classe moyenne

(dans la foulée de la manifestation familiale). Certes, il y a des discussions autour du « printemps québécois », mais on ne sent pas que le traitement du sujet soit à la hauteur des circonstances, surtout quand on voit le nombre de personnes qui décrivent l'analogie avec le « printemps arabe », parce qu'ils la trouvent infondée ou trop simpliste. Dans l'ensemble, on peut même dire que ce concept reçoit un accueil médiatique condescendant, au mieux plutôt froid. Seuls les lettres ouvertes et les commentaires d'internautes soulignent la pertinence du concept et de l'appellation.

On peut donc dire que c'est surtout l'actualité événementielle qui retient d'abord l'attention, plutôt qu'une thématique dominante. Du moins, c'est vrai au début de la semaine, parce qu'après quelques jours, l'idéologique commence à prendre préséance sur l'économique, et ce malgré la formulation, mercredi, d'une proposition conjointe de la FEUQ et de la FECQ sur la problématique de la gestion universitaire. Les discussions sur un potentiel printemps québécois notamment, mais surtout la prise de conscience par les médias appartenant au groupe Québécois des positions sociales de la CLASSE (voir notamment l'article de Benoit Aubin sur l'agenda supposément caché de Gabriel Nadeau-Dubois) amènent certains à s'attaquer au volet social et idéologique du mouvement étudiant.

Cependant, ce qui retient surtout l'attention au début de la semaine, ce sont certains éléments liés à l'actualité du conflit, comme, par exemple, l'atteinte présumée d'un seuil critique, avec les supposées menaces d'annulation de session ou, pour les plus nuancés, le casse-tête organisationnel qui accompagnera l'éventuel retour en classe. La question des date-butoirs revient constamment dans les médias tout au long de la semaine, mais surtout lors des premiers jours. On évoque aussi fréquemment les votes de reconduction, puisqu'on sent, dans les médias, l'espoir de voir le mouvement s'essouffler et d'assister à l'effondrement *en direct*. Étrangement, cet aspect perdra de son importance vers la fin de la semaine, peut-être en raison d'une tendance générale vers la

reconduction des mandats de grève.

Au plan médiatique, le point tournant de la semaine reste cependant la décision du directeur du collège de Valleyfield, Guy Laperrière, de forcer le retour en classe malgré le maintien du mandat de grève dûment établi par un vote démocratique des étudiants de l'établissement. Cette tentative de dénouer la crise, évidemment décrié par les associations étudiantes (et, au tout premier chef, la CLASSE), est amplifiée par la sortie médiatique de la ministre Beauchamp, pour qui « tous les moyens doivent être pris pour forcer le retour en classe » (ce que ne désavouera pas le Premier ministre du Québec, alors en visite au Brésil). Dès lors, on sent clairement que le ton est à l'affrontement, et que la question de la violence redevient un thème majeur dans l'espace médiatique. Le blocage de certains bâtiments du Quartier des affaires, mercredi matin, les piquets de grève à Valleyfield en début de journée jeudi, les événements qui se sont produits la même journée à l'Université de Montréal, les menaces proférées contre la sécurité des ministres Fournier et Beauchamp, ainsi que le saccage au bureau de cette dernière amènent alors une polarisation de l'attention des médias sur la tension qui ne fait qu'augmenter entre les deux camps.

Ce basculement, même s'il implique que les associations étudiantes soient parfois mises sur la sellette, concourt pourtant, étrangement, à jouer en faveur du mouvement étudiant. En effet, il ne permet peut-être pas de rallier l'opinion publique à la valeur de l'argumentaire contre la hausse, mais il amène les médias à se poser de plus en plus comme des agents désireux de mettre la pression sur le gouvernement pour que celui-ci engage finalement des négociations. Cette nouvelle tendance se dessine notamment à travers l'insistance à questionner la ministre. Elle se signale aussi à travers la critique de plus en plus ouverte de la stratégie adoptée par le gouvernement dans le but de résoudre la crise. Dans la foulée, une sorte de remise en cause du pourquoi de la non reconnaissance du caractère démocratique du mouvement de grève commence à se faire jour. L'attitude condescendante des Libéraux et des médias, les

campagnes de peur organisées par certaines institutions, les mesures adoptées par les universités de Montréal et Concordia, la sortie de la Fédération des cégeps, ainsi que la judiciarisation du conflit, tout cela commence à faire l'objet d'un questionnement, parfois timide, parfois direct. La judiciarisation, même si elle est présente toute la semaine, gagne en intensité à mesure qu'on se rapproche du week-end, surtout avec ce qui se passe à l'Université de Montréal, de sorte qu'on en vient à suggérer que le parti au pouvoir préfère laisser à d'autres le soin de venir à bout des étudiants. L'arrestation d'un journaliste et d'un photographe du journal *La Presse* conduit aussi à se poser des questions sur les accrocs à la démocratie qui commencent à s'accumuler joyeusement à mesure que les jours filent. Ce constat implique, par voie de conséquence, une critique de la stratégie du gouvernement pour résoudre le conflit (entêtement de la ministre Beauchamp à ne pas négocier, électoralisme, cynisme, condescendance, etc.), même si on se refuse à pousser le bouchon trop loin, laissant plutôt aux lecteurs et aux personnes interviewées le soin de tirer les conclusions qui s'imposent.

Enfin, dans un ordre d'idées complémentaire, la semaine passée a donné lieu à une revalorisation de la notion de gratuité scolaire, alors même que la CLASSE consent explicitement à privilégier le gel, du moins dans une optique stratégique à court terme. L'écho d'une lettre coécrite par le sociologue Guy Rocher, à partir de mercredi matin, jette en effet une douche d'eau froide sur la tête de tous ceux et celles qui faisaient des gorges chaudes de la principale revendication de la CLASSE. Sans que la gratuité amorce un réel retour en grâce, on constate néanmoins que son évocation se fait avec un peu plus de sérieux, à tout le moins dans les médias qui ne sont pas associés au groupe Québecor.

Appréciation qualitative du traitement reçu

Le mouvement étudiant

La semaine s'ouvre du mauvais pied pour le mouvement dans les médias, qui poursuivent,

dans la majorité des cas, un travail de désinformation et de délégitimation amorcé depuis quelques temps déjà. Ce traitement négatif se traduit par une insistance à parler de la division qui règne au sein du mouvement (notamment à la suite de la mise au point concernant la désignation de la sortie médiatique conjointe du vendredi 6 avril sous l'appellation de « front commun »). On le remarque aussi par l'emphase souvent morbide des médias à spéculer sur l'essoufflement prochain des grévistes. À ce stade-ci, presque tout le monde pense qu'on va craquer, que les pressions qui pèsent sur les étudiants, tant académiques qu'économiques, auront raison de leur détermination, ce à quoi Gabriel et Jeanne ont tenté de faire barrage par une approche bien ciblée. L'initiative malheureuse du directeur du Cégep de Valleyfield donne cependant le signal d'un emballement du conflit, qui se traduit par une série d'actions de résistance et de débordements qui frappent l'opinion publique et qui font sentir le caractère impératif d'une ouverture du dialogue entre les deux parties. Cela conduit aussi, on l'a déjà vu, à une remise en question de l'approche préconisée par le gouvernement pour gérer la crise, ce qui, sans se traduire nécessairement par un retournement de la faveur populaire, favorise tout de même le mouvement étudiant, puisque la pression s'accroît pour exiger des négociations. Même si la problématique de la violence revient à l'avant-scène, ça n'affecte pas tant que ça le traitement réservé aux grévistes, bien au contraire. On constate plutôt que la tension croissante force une prise de conscience d'en finir au plus vite avec le conflit par la voie du compromis. On serait en droit de supposer que les stratèges libéraux n'avaient pas prévu que les choses prendraient cette tournure...

La CLASSE

Plus qu'au cours de n'importe quelle autre semaine, la CLASSE se détache vraiment, en ce moment, comme étant le fer de lance du mouvement, mais aussi comme étant, selon certains, l'ennemi à abattre. Même si on lui reconnaît quelques mérites (comme sa capacité de mobilisation pour bloquer les portes au

collège de Valleyfield, jeudi), elle est surtout perçue comme l'organisation qui justifie la volonté du gouvernement de ne pas négocier. Même si Gabriel s'est employé à préciser que la priorité actuelle, c'était le gel, on ramène constamment sur la table l'épouvantail de la gratuité scolaire. Et, fait nouveau cette semaine, la critique s'élargit au point de prendre en considération, et d'attaquer l'agenda idéologique de la CLASSE, qui, pour certains (Benoit Aubin, Richard Martineau), a été révélé au grand jour quand Gabriel a pris la parole lors du spectacle *Nous ?* Pourtant, la CLASSE n'a jamais fait mystère de ce qui la motivait à agir, mais il faut croire que de prendre le temps de s'informer et de réfléchir n'est pas au programme pour bon nombre de journalistes et de chroniqueurs politiques.

Gabriel/Jeanne

Bien qu'il soit vrai que Jeanne ait pris pas mal plus de place dans les médias cette semaine, Gabriel reste, malgré tout, celui qui polarise l'attention (et les critiques). Souvent considéré avec condescendance (notamment à Radio-Canada), quand il n'est pas carrément ridiculisé ou démonisé (comme chez Québecor), il prend de plus en plus l'aspect d'un paratonnerre pour le reste du mouvement étudiant. En effet, si Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins sont là pour commenter l'actualité du mouvement et pour lui conférer une allure respectable, Gabriel, lui, est la cible toute désignée (et facile) pour ceux et celles qui veulent se livrer à une critique pas trop argumentée et bourrée de préjugés du mouvement de grève. Il est également celui qui canalise les peurs de ceux et celles qui commencent à sentir que le système vient d'éveiller un mouvement de contestation et de résistance beaucoup plus large et organisé que ce qu'on aurait pu croire, et qui appréhendent, sans en comprendre toutes les subtilités, que ce mouvement pourrait bien représenter, tôt ou tard, une menace pour les intérêts de la minorité qui nous gouverne.

Jeanne, elle, même si ses interventions demeurent cinglantes et dynamiques, jouit d'une sorte d'immunité dans les médias, qui ne

semblent pas avoir la même attitude avec elle qu'avec Gabriel. Même si Jeanne est apparue plus souvent à l'écran cette semaine, et même si on l'a citée plus fréquemment, Gabriel, sans doute bien involontairement, lui fait de l'ombrage, puisqu'il symbolise la CLASSE et tout ce qui vient avec la radicalisation du mouvement. Cela n'empêche pas Jeanne de faire un travail très efficace, d'autant qu'elle profite d'un semblant d'immunité qui lui permet de livrer ce qu'elle a à dire dans un cadre d'intervention somme toute moins hostile. Ce qui est en soi assez paradoxal, considérant que la teneur des propos tenus par Jeanne ne diffère guère de ceux tenus par

Gabriel, les deux étant à la fois très fermes et très catégoriques lorsqu'ils font des interventions.

Par médias

Enfin, un tour d'horizon analytique de la couverture de l'actualité étudiante proposée par les médias au cours de la dernière semaine ne pourrait être complet sans qu'on s'arrête à considérer quel genre de traitement chacun d'eux réserve au présent conflit.

Comme plusieurs l'ont déjà constaté, le journal le plus favorable aux étudiants en grève reste incontestablement *Le Devoir*. Même si les articles sur l'actualité qu'on y trouve ne trahissent pas vraiment de parti pris, ils jouent en faveur du mouvement, par une certaine volonté de présenter chacune des deux faces de la médaille, une attitude qui est loin d'être partagée par tous les médias. Cependant, les textes d'opinion et les lettres ouvertes vont généralement dans le sens d'un support au débrayage des étudiants, alors qu'on s'y emploie à démontrer la justesse de la cause estudiantine, ainsi que le cynisme et la mesquinerie dont fait preuve le gouvernement dans sa gestion de crise. Rappelons d'ailleurs que c'est *Le Devoir* qui a relayé la lettre coécrite par Guy Rocher pour démystifier la problématique de la gratuité scolaire. Enfin, mentionnons que *Le Devoir*, tout en s'attardant sur les grands enjeux du conflit, touche peu à l'argumentaire idéologique sur lequel s'appuie une bonne partie du mouvement étudiant, même si ces questions

reviennent parfois via les textes d'opinions. En fait, ce sont surtout l'économie et l'éducation dépouillées de leur toile de fond (idéologique) qui sont au coeur de la couverture proposée par le quotidien montréalais.

La Presse, quant à elle, offre un drôle de mélange de textes qui défendent et stigmatisent tour à tour le mouvement de grève. Les affiliations politiques et idéologiques du quotidien français le plus lu en Amérique du Nord ne sont sans doute pas étrangères à ce type d'approche. Ainsi, les éditorialistes servent, pour la plupart, de caisses de résonance aux mots d'ordre du Parti libéral, comme en témoignent les écrits des André Pratte, Alain Dubuc et autres Gilbert Lavoie. Quelques textes de Michèle Ouimet et de Patrick Lagacé nuancent un peu ce parti pris peu subtil, mais on sent clairement de quel côté penche la balance. C'est d'autant plus vrai que le traitement supposément objectif de l'actualité (c'est-à-dire tout ce qui se présente comme un compte-rendu impartial des événements) évacue toute forme de contextualisation trop poussée, de sorte qu'on ne cherche pas

vraiment à dégager les lignes de force idéologiques qui déterminent le conflit, et à en tirer les conclusions qui s'imposent. On peut par conséquent dire que la mise en perspective du mouvement de grève n'est pas à la hauteur de la situation, et ce même si les journalistes de *La Presse* ont tout de même, en cours de route, pris le temps d'explorer certains aspects de l'argumentaire économique des opposants à la hausse. Reste maintenant à voir si l'arrestation d'un journaliste et d'un photographe, vendredi dernier, aura un impact sur la couverture de la grève d'ici à ce qu'elle prenne fin...

Maintenant, chez Québecor, il n'y a pas à dire, ce qu'on nous offre, c'est une caricature unidimensionnelle du conflit. Ici, on est franchement du côté de l'État, pour la loi et l'ordre, et on joue à fond la carte du sensationnalisme et de la démagogie. Le reportage spectacle est de mise, et le moindre « dérapage » fait les choux gras des premières pages et des ouvertures de bulletins de nouvelles. Ici, on privilégie le détail au portrait d'ensemble, et on est bien incapable d'offrir une synthèse des

dynamiques à l'oeuvre pour le bénéfice d'un auditoire qu'on infantilise ouvertement. Chez Québecor, la confrontation des argumentaires pour et contre n'est pas au programme, puisqu'on semble se dire que présenter un seul point de vue, surtout celui qui enflamme le plus les passions du contribuable-moyen-payeur-de-taxes, c'est ce qui rapporte le plus. Fait à noter cependant : même si c'est sous le couvert d'une déformation caricaturale, c'est par le conglomérat médiatique du beau Pierre-Karl que l'argumentaire idéologique mis de l'avant par la CLASSE trouve le plus d'échos. Bien sûr, si on en fait mention dans les journaux et à la télévision, ce n'est pas, on s'en doute bien, pour en faire la promotion. Bien au contraire, puisque Gabriel, personnellement, et la CLASSE sont désormais les têtes de turc des nombreux chroniqueurs démagogues qui sont à l'emploi du *Journal de Montréal*. Saluons néanmoins ces fiers tâcherons des raccourcis et de l'écriture facile qui permettent aux grandes idées et aux principes sur lesquels nous fondons notre lutte de se faire jour dans l'espace médiatique.

Radio-Canada demeure, de son côté, un cas d'espèce un peu particulier, dans la mesure où la condescendance propre à la maison accompagne une volonté de couvrir l'événement dans toute sa diversité. Ainsi, on remarque que la couverture journalistique permet de soulever différents points fort intéressants à connaître, mais on constate aussi que l'analyse n'est jamais poussée jusqu'à ses limites. En fait, on dirait qu'on tourne autour d'une boîte de Pandore, sans oser l'ouvrir, de peur de ce qui pourrait en sortir. Simon Durivage, à cet effet, est assez représentatif de l'attitude affichée par rapport au mouvement étudiant par les représentants de la société d'État. Cette attitude se caractérise par l'illusion d'offrir une couverture en profondeur, qui va au fond des choses, alors que la liaison et la mise en perspective des faits soulevés ne dépassent pas un certain stade au-delà duquel il serait idéologiquement dangereux d'aller. Chez Radio-Canada, on ressent clairement cette incapacité à envisager qu'on puisse vivre dans une réalité alternative, qui relève de paradigmes qui forment la trame de notre quotidien (ex. : l'expression exclusive de la

politique via l'électoratisme et le parlementarisme britannique).

Enfin, on ne peut que souligner au passage la lucidité et la pertinence des analyses proposées par les blogueurs du *Voir.ca*, qui sont, dans leur ensemble, plus que favorables à notre cause, et

qui savent replacer le conflit dans ses amarres idéologiques. Ici, on sent qu'on a à faire à des interlocuteurs perspicaces, dont l'imaginaire s'ouvre à d'autres perspectives, et qui ont l'intelligence et la lucidité de pouvoir penser (et rêver) le monde autrement.

Propositions

1.0 Procédures

1.3 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes de la planification du déroulement du Congrès.

1.4 Adoption du procès-verbal

1. Le Conseil exécutif propose que l'on adopte le procès-verbal du Congrès de la CLASSE du 15 avril 2012.

2.0 Accueil des associations membres de la CLASSE

1. Le Conseil exécutif propose que l'on accueille les associations AEDLM-UdeM et AGECEM à la CLASSE.

3.0 Bilans

1. Le Conseil exécutif propose de faire un bilan de 15 minutes de ses activités et de l'état de la situation au national suivi d'une période de questions de 10 minutes.

4.0 Femmes

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 15 minutes par le PLAN Q.

2. *Considérant que la hausse des frais de scolarité touchera davantage les femmes en raison des inégalités structurelles qui perdurent entre les sexes;*
Considérant qu'en raison des inégalités salariales, ce sont les femmes et les communautés précarisées qui rembourseront plus longtemps leurs prêts étudiants et qui paieront d'avantage d'intérêts;
Considérant que la hausse aura également pour conséquence de perpétuer la logique patriarcale au sein de la société et du réseau universitaire;

L'AGECVM propose que la CLASSE reconnaisse la hausse des frais de scolarité annoncée comme une augmentation sexiste;
Que la CLASSE appuie la « Déclaration sur la hausse des frais de scolarité au Québec et son impact et sur les femmes » de l'institut Simone de Beauvoir;
Que la CLASSE blâme Mme Christine Saint-Pierre, ministre de la Culture, des communications et de la condition féminine pour ne pas avoir encore pris position sur les effets négatifs de cette hausse pour les femmes.

5.0 Plan d'action

5.1 Grève

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes sur la stratégie politique face aux négociations et les diverses manœuvres de la ministre et des organisations nationales cette semaine, suivie d'une plénière de 30 minutes.

2. Le Conseil exécutif propose de faire une présentation de 10 minutes suivie d'une plénière de 30 minutes sur la stratégie à adopter en temps d'élection.

3. *Considérant l'ampleur historique du mouvement de grève étudiant et considérant également l'entêtement tout aussi historique de la classe politique dirigeante à ne pas reconnaître la légitimité des revendications étudiantes;*
Considérant que le mouvement de grève étudiante aspire, dans sa lutte, à une transformation sociale radicale et porteuse d'un projet de société, et qu'en cela, il dépasse ses simples intérêts corporatistes;
Considérant que la hausse des frais de scolarité ne représente qu'un aspect d'un ensemble beaucoup plus large de mesures d'austérité visant à privatiser un nombre croissant sphères sociales et rappelant en ce sens les phénomènes s'y rattachant, tels que la taxe santé, la hausse des tarifs d'électricité, ou encore la hausse des coûts du logement;
Soulignant également le climat antisyndical porté par l'acharnement et la médiocrité de nombreux politiciens et éditorialistes, et qui se manifeste par la généralisation du lock-out, la restriction du droit de grève et l'appui tacite donné aux nouveaux briseurs de grève;
Considérant l'urgence d'augmenter le rapport de force du mouvement de grève face au gouvernement et notant la possibilité sous-jacente au mouvement de grève étudiant d'agir comme catalyseur des luttes sociales;

L'AFESH-UQAM propose que la CLASSE appelle à une grève sociale le 1er et 15 mai prochain.
Que le 1er et 15 mai soient des journées de grève sociale générale et de perturbation économique;
Que cette journée s'organise dans l'urgence de faire escalader le rapport de force face au gouvernement et qu'en ce sens, la CLASSE fasse immédiatement les démarches nécessaires auprès de divers syndicats nationaux et groupes communautaires;
Que la CLASSE lance un appel à ses associations membres pour qu'elles prennent elles-mêmes contact avec les syndicats et groupes communautaires de leurs régions;
Que la CLASSE fasse la promotion de cette journée de grève sociale auprès du grand public par les moyens mis à sa disposition;
Que la CLASSE vulgarise et explique le concept de grève sociale à ses associations membres et lors de ses appels au public en général;
Que cette journée de grève sociale se fasse en solidarité avec les grévistes d'AVEOS, de Rio Tinto et des autres mouvements sociaux ou syndicaux actifs présentement.

4. L'AFELC-UQAM propose que la CLASSE condamne les moyens de pression non-démocratiques et brutaux menés par les administrations des collèges et des universités, par la police et par le gouvernement libéral.

5. *Considérant la demande de la ministre a l'effet que la CLASSE condamne les actes de violences du mouvement étudiant avant de se joindre a l'hypothétique table de discussion;*
Considérant que la CLASSE n'est pas un tribunal;
Considérant la force de l'ironie;

L'AFELC-UQAM propose que le Comité médias de la CLASSE se "transforme" en tribunal pour une durée de 30 minutes lors d'un point de presse fixé le (...) et qu'il mette 29 minutes à dénoncer toutes les actions répréhensibles du gouvernement libéral, ainsi que celles des administrations des universités depuis 10 ans.

Que le Comité médias de la CLASSE utilise la minute restante pour constater les actions violentes effectuées dans le contexte de la grève étudiante, en prenant la peine de souligner que ces actions sont les conséquences des actions précédentes ainsi qu'en précisant que le gouvernement ne pouvait qu'être conscient de la nécessité de cette chaîne causale.

Que le Comité médias de la CLASSE se sente libre de dénoncer l'assassinat de Toutankhamon s'il juge que le mouvement étudiant pourra ainsi s'attirer les faveurs du public.

6. L'AFELC-UQAM propose que la CLASSE rédige un communiqué expliquant la cohérence de ses positions concernant la violence dans le cadre d'une social-démocratie et d'un État de droit.

7. L'ADÉPUM propose que la CLASSE condamne la dimension violente du conflit entre le mouvement étudiant, le gouvernement du Québec, les administrations de ses établissements d'éducation et les forces policières. Ce conflit qui aurait dû se dérouler, avant tout, autour d'une table de négociation a connu plusieurs moments malheureux de violence physique, verbale et institutionnelle. La CLASSE déplore cet état de fait. Ce n'est pas ce qu'elle souhaitait et ce n'est toujours pas ce qu'elle souhaite. La CLASSE estime qu'elle doit immédiatement négocier avec la FEUQ, la FECQ et le gouvernement du Québec pour résoudre l'impasse actuelle, que la condition de la démocratie étant le dialogue, toute situation de non dialogue conduit inévitablement à des situations de violence, que tous les partis, de même que la société québécoise dans son ensemble, ont beaucoup à gagner dans l'arrêt de la violence par la mise en place de négociations. La CLASSE demande que le gouvernement condamne également la violence du conflit, de tout genre et de toute provenance, y compris la violence du recours aux injonctions et à la brutalité policière, afin d'apaiser les tensions et permettre la mise en place d'une négociation de bonne foi. La CLASSE rappelle au gouvernement les principes démocratiques de la séparation des pouvoirs, selon lesquels il est laissé aux services policiers et au système juridique en général la tâche et la fonction de déterminer et de condamner les responsables d'actes criminels.

8. L'AESSUM propose que la CLASSE rencontre la ministre lorsque celle-ci sera prête à négocier sans tenter de diviser, d'intimider, de manipuler, de désinformer ou d'employer tout autre moyen qui discréditerait la CLASSE et le mouvement étudiant;
Que la CLASSE accepte de rencontrer la ministre seulement si elle n'impose aucune condition politique à la négociation.

9. *Considérant que la ministre Beauchamp exige que nous condamnions la violence;*
Considérant que le fait de "condamner la violence" ne relève pas de notre rôle, comme association étudiante;
Considérant que la CLASSE a, à maintes reprises, affirmé qu'elle se dissociait des gestes de violence posés par certains éléments du mouvement;
Considérant que la CLASSE constitue notre seule instance de représentation dans toutes les négociations avec le gouvernement;
Considérant que le terme "violence" est très large, que les événements définis comme "violents" sont difficiles à définir;
Considérant qu'en Service social nous reconnaissons une multitude de violence;

L'AÉSSUM propose que la CLASSE se positionne de la façon suivante :

Que la CLASSE reconnaisse les torts que la violence peut avoir lorsqu'elle est dirigée vers l'être humain;

Que la CLASSE dénonce cette stratégie de division et de détournement de la part du gouvernement

10. *Considérant que la CLASSE s'est déjà dissociée de la violence et a affirmé qu'elle ne la préconisait pas;*
Considérant que l'AELLFUM perçoit la mécanique sournoise d'intimidation qui sous-tend l'ultimatum de Line Beauchamp;
Considérant que l'AELLFUM souhaite toutefois que la CLASSE siège à cette table de négociations;
Considérant que l'usage d'une discrète ironie permettrait à la CLASSE de reprendre littéralement le discours dicté par le gouvernement tout en le subvertissant;

L'AELLFUM propose que la CLASSE reprenne les propos de Line Beauchamp sur la condamnation

de la violence : « Nous condamnons l'utilisation de toute forme de violence ou de brutalité excessive. Il faut condamner le recours à l'intimidation ».

11. *Considérant l'intimidation que représentent les menaces d'annulation de session sur certains membres de la communauté étudiante.*

Considérant le mépris de la part du gouvernement, et des administrations collégiales et universitaires, des propositions adoptées en AG par les associations étudiantes.

Considérant que l'actuelle judiciarisation de la grève étudiante crée un détournement du réel débat pour ou contre : la hausse des frais de scolarité, le gel des frais de scolarité et la gratuité scolaire.

Considérant que le droit est autant un instrument de libération que d'oppression et de répression des peuples.

Considérant qu'aujourd'hui c'est la journée nationale du droit et le 30^{eme} anniversaire de la charte canadienne des droits et libertés.

L'AFESPED propose que la CLASSE dénonce les diverses atteintes à la démocratie étudiante et au processus décisionnel légitime des assemblées générales.

Que la CLASSE dénonce l'utilisation d'injonctions dans le but de restreindre la liberté d'expression, la liberté d'opinion ainsi que la liberté de réunion des étudiant-e-s (qui sont aussi des citoyen-ne-s et des contribuables en passant Mme Beauchamp).

Que la CLASSE invite ses membres à aller supporter physiquement et psychologiquement les associations étudiantes « menacées » par le gouvernement et les administrations collégiales et universitaires.

Que la CLASSE assure l'accès à des moyens de transport pour se rendre sur les campus des associations étudiantes « menacées », si cela est possible dans un délai raisonnable.

Que la CLASSE poursuive son chemin sur la voie de la solidarité étudiante générale illimitée.

5.2 Manifestations et actions

1. Le Conseil exécutif propose de faire une présentation de 10 minutes de l'état de l'organisation du plan d'action de la CLASSE.

5.3 Négociations

1. *Considérant que la marchandisation de l'éducation vise avant tout à permettre au marché de modifier les programmes en fonction de leurs besoins spécifiques;*

Considérant que, historiquement l'éducation post-secondaire s'est construite sur l'affirmation d'une autonomie intellectuelle dans un but sociétal plus grand que le simple profit;

Considérant qu'au Québec, cette autonomie a entre autres servie à protéger une culture différente de celle de l'Amérique du Nord;

L'AESSUM propose que la CLASSE se positionne contre l'assurance-qualité sous toutes ses formes comme

mesure palliative à la hausse des frais de scolarité;

Que la CLASSE s'oppose à la création d'une éventuelle Commission d'évaluation des universités du Québec telle que prescrite par la FEUQ;

Que la CLASSE rappelle qu'une potentielle CEUQ devrait être défini en présence de tous les acteurs lors d'États généraux.

2. L'AESSUM propose que la CLASSE, pour dénouer l'impasse de la crise actuelle, exigent un moratoire sur la hausse des frais de scolarité jusqu'à ce que soit tenu et conclus les États généraux

sur l'éducation.

Que la CLASSE revendique que les éventuels États généraux traitent avec une attention particulière des sujets fondamentaux, tels que celui de la redéfinition du rôle de l'éducation post-secondaire au Québec;

Que la CLASSE revendique que les éventuels États généraux incluent un questionnement sur des enjeux précis, dont notamment :

- L'autonomie des établissements d'enseignement post-secondaire face aux intérêts du marché économique;
- Le processus de marchandisation de l'éducation au Québec, dans une perspective historique, présente et future;
- La gestion des dépenses des directions des établissements d'enseignement, ainsi que des moyens qui pourraient être mis en œuvre pour assurer une meilleure gestion de celle-ci;
- Les mesures à entreprendre afin d'assurer une réelle égalité des chances en ce qui concerne l'accessibilité aux études post-secondaire, notamment pour les femmes, les minorités visibles et culturelles et les Autochtones;
- Les divers moyens de financer les établissements d'enseignement post-secondaire;
- L'endettement étudiant;
- Les critères d'admission et d'attribution de l'Aide financière aux études;
- La possibilité d'établir la gratuité scolaire à tous les niveaux;
- La rémunération des études, particulièrement des stages;
- L'enseignement post-secondaire public versus privé;
- L'élection plutôt que la nomination des dirigeants des universités;
- La judiciarisation et la légalité des grèves étudiantes.

3. L'AFESPED propose que la CLASSE maintienne un discours combatif dans les médias en priorisant nos demandes principales plutôt que l'absolue nécessité de participer à toutes négociations-piège.

4. *Considérant que le gouvernement demande à la CLASSE de condamner l'usage de la violence pour pouvoir négocier;*

Considérant que la FECQ/FEUQ comme la CLASSE n'a jamais condamné l'usage de la violence;

Considérant que le gouvernement ne se préoccupe guère que la FECQ et la FEUQ n'ai jamais condamné la violence;

5. L'AFESPED propose que la CLASSE refuse d'entrer dans la rhétorique du gouvernement;

Que la CLASSE souligne les conditions du gouvernement ne sont qu'un faux prétexte pour exclure la CLASSE.

6. *Considérant que la ministre Beauchamp exige que nous condamnions la violence;*
Considérant que le fait de "condamner la violence" ne relève pas de notre rôle, comme association étudiants;

Considérant que la CLASSE a, à mainte reprises, affirmé qu'elle se dissociait des gestes de violence posés par certains éléments du mouvement;

Considérant que la CLASSE constitue notre seule instance de représentation dans toutes les négociations avec le gouvernement;

Considérant que l'AEËSSUM a comme mandat de rappeler l'importance des actions directes et de la désobéissance civile pacifique visant à perturber le statu quo et les intérêts des élites politiques et économiques;

Considérant que l'AEËSSUM a mandaté la CLASSE pour défendre la légitimité de ce type d'actions dans la mesure où cela ne compromet pas ses associations membres;

*Considérant que le terme “violence” est très large, que les événements définis comme “violents” sont difficiles à définir;
Considérant qu’en Service social nous reconnaissons une multitude de violence;*

L'AESSUM propose que la CLASSE reconnaisse les torts que la violence peut avoir lorsqu'elle est dirigée vers l'être humain;

Que la CLASSE dénonce cette stratégie de division et de détournement de la part du gouvernement

6.0 ASSÉ

1. Le Conseil exécutif propose que l'on reconnaisse l'adhésion du Regroupement des étudiant-e-s en sociologie de l'Université Laval (RÉSUL) comme membre de l'ASSÉ.

2. Le Conseil exécutif propose que l'on reconnaisse l'adhésion de l'Association générale des étudiantes et étudiants pré-gradués-e-s en philosophie de l'Université Laval (AGEEPP) comme membre de l'ASSÉ

7.0 Revendications

1. *Attendu que:*

- Plus de 300 000 étudiant-e-s sont en grève où l'ont été ce printemps, ce qui représente le plus grand mouvement étudiant de l'histoire du Québec;

- Les personnes de minorités visibles 1 et autochtones 2 comprennent plus de 10% de la population du Québec 3 ;

- Les étudiants et étudiantes autochtones ou de minorités visibles sont désavantagés-e-s dans notre société à cause du racisme systémique de longue durée, ainsi que des pratiques actuelles et historiques du colonialisme, donnant lieu à des faits comme les suivants :

- La différence de revenus entre les québécois-es autochtones et non-autochtones est de plus de 33% 4 ;

- Les individus d'ethnicité arabe auront plus de chances d'être désavantagés au travail, moins de chance de trouver un emploi, et auront un revenu annuel en moyenne plus bas que la moyenne canadienne 5 ;

- Dans toutes les classes d'âges, de langue, ou d'occupation, les femmes noires ont un revenu total plus bas que tout autre groupe 6 ;

- Les personnes de minorités visibles ainsi qu'autochtones font face à de la discrimination pour accéder à l'éducation universitaire, et sont marginalisées dans l'université même;

- Les étudiant-e-s de minorités visibles ainsi qu'autochtones sont affectés-e-s de manière disproportionnée par les hausses des frais de scolarité et part la dette étudiante;

- La CLASSE représente et défend les intérêts de tous les étudiants et toutes les étudiantes du Québec;

- La CLASSE détient une voix dans l'aire publique et un rôle décisif dans l'éducation populaire à ce moment critique dans l'histoire du Québec;

GEOGRADS propose qu'il soit résolu :

Que la CLASSE adopte une position officielle d'anti-racisme et d'anticolonialisme dans l'éducation;

Plus spécifiquement, qu'il soit résolu :

Que la CLASSE adopte un discours anti-raciste et anti-colonialiste dans toutes ses communications, y compris ses publications, relations avec les médias, discours, et Congrès.

Whereas more than 300,000 students have been on strike in Quebec this spring, representing the largest student movement in Quebec's history;

Whereas visible minority and Aboriginal peoples account for more than 10% of Quebec's population;

Whereas visible minority and Aboriginal students are positioned at a disadvantage in society due to ongoing systemic racism as well as historic and contemporary colonial practices, as evidenced by examples such as:

- *The earnings gap between Quebec Aboriginals and non-Aboriginals is more than 33 percentage points;*
- *Individuals of Arabic ethnicity are more likely disadvantaged in the workplace, are less likely to be able to find gainful employment, and will have a lower annual income than the Canadian average;*
- *Irrespective of age, education, language abilities, or occupation, Black women have lower total incomes than all other groups;*

Whereas visible minority and Aboriginal students face discrimination in accessing university education, as well as marginalization within university environments;

Whereas visible minority and Aboriginal students are disproportionately affected by tuition hikes and student debt;

Whereas CLASSE represents and defends the interests of ALL students in Quebec;

Whereas CLASSE holds a public voice and decisive role in popular education at this critical moment in Quebec's history;

BIRT CLASSE adopts an official position of anti-racism and anti-colonialism in education;

BIRT CLASSE adopts anti-racist and anti-colonialist discourse in all communications, including but not limited to publications, media relations, speeches and congress proceedings.

2. L'AFESPED propose que CLASSE redéfinisse clairement et publiquement ce qu'est une saine gestion des universités;

Que la CLASSE détermine quelles sont les associations étudiantes, peu importe leur allégeance à une association nationale, les associations de travailleurs et travailleuses et les groupes de citoyens et citoyennes qui ont adopté des positions communes quant à la définition d'une saine gestion des universités et que la CLASSE fasse part de cette ribambelle d'appuis dans les médias;

Que la CLASSE, suite à cet exercice public de définition, souligne, toujours publiquement, l'implication logique d'un gel des droits de scolarité à court terme et de la gratuité scolaire à moyen terme dans une saine gestion des universités et des fonds publics;

Que les positions de la CLASSE sur la saine gestion des universités et de la gratuité scolaire soient communiquées aux citoyens et citoyennes du Québec directement via des médias alternatifs (communiqués, documents, médias sociaux, journaux locaux, etc.) et la mobilisation directe.

3. *Attendu que le profilage politique désigne toute action prise par une ou des personnes d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs tels l'opinion politique, les convictions politiques, l'allégeance à un groupe politique ou les activités politiques, sans motif réel ou soupçon raisonnable, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou à un traitement différent;*

Attendu que ceux et celles qui participent aux activités politiques en lien avec le mouvement initié par les étudiant-e-s sont tous et toutes- individuellement ou collectivement- victimes de discrimination en raison, notamment, de leurs convictions politiques, de leur âge, de leur classe sociale et de leur statut dans la société;

Attendu que le profilage politique constitue une atteinte aux chartes canadiennes et québécoises des droits et libertés, ainsi qu'aux Droits de l'Homme et nie les valeurs fondamentales de dignité humaine et de démocratie;

Attendu que depuis 2005, le Canada refuse d'enquêter sur le profilage politique tel que pratiqué par le SPVM, malgré une recommandation du Comité des droits de l'homme de l'ONU à cet effet;

L'AGECVM propose que la CLASSE organise un recours collectif contre le SPVM;

Que la CLASSE encourage les démarches individuelles de plaintes à la déontologie policière;

Que la CLASSE porte plainte pour le profilage politique à toutes les instances juridiques appropriées, notamment le Tribunal des droits de la personne et le Conseil des droits de l'homme;

4. Considérant 400 ans de colonialisme;

Considérant qu'aujourd'hui ce colonialisme prend le visage du Plan Nord, un projet fondé sur le pillage des ressources, la destruction sauvage de l'environnement et le vol des terres;

Considérant que la notion de «développement durable» vantée par les élites politiques repose sur une logique capitaliste de croissance sans limite et de maximisation des profits et que nous dénonçons son essence contradictoire;

Considérant que dans sa campagne publicitaire le gouvernement présente le Plan Nord comme «le chantier d'une génération» et en vante les mérites alors que celui-ci arrime les besoins des populations et la protection de l'environnement aux exigences d'un système dominé par les compagnies privées;

L'AGECVM propose que la CLASSE soit solidaire avec les luttes pour l'autodétermination des nations autochtones et pour l'abolition de leur statut colonial;

Que la CLASSE reconnaisse le caractère colonial et impérialiste du Plan Nord envers les peuples autochtones;

Qu'en ce sens, la CLASSE se positionne contre le Plan Nord et qu'elle soit solidaire des personnes luttant contre celui-ci et les projets qui y sont reliés;

Que la CLASSE réaffirme l'illégitimité du Plan Nord et de toutes autres exploitations de ressources naturelles faites sans l'accord de l'ensemble des peuples autochtones et de la population du Québec;

Que la CLASSE s'oppose à tout réinvestissement des redevances du Plan Nord dans les programmes sociaux et/ou l'éducation;

Que la CLASSE participe à une manif-action pendant le salon du Plan Nord les 20 et 21 avril.

5. L'AECSPP-UQAM propose que la CLASSE définisse clairement et publiquement ce qu'est une saine gestion des universités, le tout dans un souci de concision et de vulgarisation

Que la CLASSE, suite à cet exercice public de définition, soulignent publiquement l'implication logique d'un gel des droits de scolarité à court terme et de la gratuité scolaire à moyen terme dans une saine gestion des universités et des fonds publics.

Que les positions de la CLASSE soient communiquées aux citoyens et citoyennes directement via les médias locaux et la mobilisation directe.

8.0 Finances

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes sur l'état des finances, suivie d'une période de question de 10 minutes, suivie d'une plénière de 10 minutes.

2. L'ADÉPUL propose que la CLASSE accorde un montant de 200\$ provenant du fond d'entraide à l'ADÉPUL, servant uniquement à couvrir les frais de Congrès et les frais de transports associés au Congrès.

3. L'AÉCÉCUM propose que les frais de participation de l'AÉCÉCUM aux Congrès ou aux instances nationales de la CLASSE soient prises en charge par la CLASSE en puisant dans le fond d'entraide jusqu'à concurrence de 300\$.

Proposition mise en dépôt au Congrès de la CLASSE du 15 avril 2012

1. Considérant qu'en 1996 le mouvement étudiant de grève a échangé un gel des frais de scolarité contre l'augmentation des frais des étudiant-e-s étrangers/étrangères;

Considérant que c'est seulement en soulignant le plus souvent possible les problématiques des étudiants et des étudiantes étrangers/étrangères que les barrières auxquelles ils et elles font face vont être adéquatement adressées;

Considérant que la CLASSE a déjà passé une position pour la gratuité scolaire pour tous et toutes les étudiants et les étudiantes et que le congrès de la CLASSE a voté de "geler les frais de scolarité des étrangers/étrangères jusqu'à leur éventuelle égalité avec les étudiant-e-s qui sont résidents québécois;"

Que le Comité de négociation de la CLASSE amène les demandes suivantes au sujet des étudiants étrangers et étudiantes étrangères au gouvernement :

- De renverser la politique du gouvernement provincial permettant aux universités d'augmenter annuellement de 10% les frais internationaux;
- De renverser la politique du gouvernement provincial permettant aux universités d'augmenter les frais pour les étudiant-e-s étrangers/étrangères de premier cycle dans les six programmes d'administration, génie, droit, informatique, mathématiques et sciences pures;
- De fournir davantage de fonds et de possibilités d'aide financière pour les étudiantes étrangères et étudiants étrangers;
- D'allouer l'accès au programme d'assurance-maladie du Québec aux étudiants étrangers et étudiantes étrangères;
- De donner le droit de travailler aux étudiantes étrangères et étudiants étrangers sans restriction en dehors du campus.

ANNEXE A : Suivi des dons reçus pour le fond des arrêté-e-s de l'ASSÉ (CLASSE)

Suivi des dons reçus pour le fond des arrêté-e-s de l'ASSÉ		
	<i>dernière mise à jour : 18 avril 2012</i>	
Association étudiante	Date de réception	Montant
Ass. Étud. d'unité de prog. multidisciplinaire AEUPUM (Histoire, culture et société -UQAM)	12-déc-11	500,00 \$
AGECVM	12-déc-11	500,00 \$
AGES	12-déc-11	1 000,00 \$
SSMU	12-déc-11	1 000,00 \$
AESS-UL	21-déc-11	250,00 \$
AEAUM	12-déc-11	125,00 \$
AGEFLESH		50,00 \$
AEMH-UQAM		500,00 \$
AGECFXG	09-févr-11	3 333,33 \$
AEML-UQAM	23-févr-12	500,00 \$
SOGEECOM	16-mars-12	6 000,00 \$
SÉTUE	16-mars-12	2 000,00 \$
AFESH-UQAM	16 mars 2012	2000
AESCSP-UQAM	22-mars-12	200,00 \$
AFESPED-UQAM	03-avr-12	5 000,00 \$
SECMV	04-avr-12	5 000,00 \$
Don individuel	04-avr-12	60,00 \$
AETS-UQAM	18-avr-12	500,00 \$
Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (CSQ)	18-avr-12	500,00 \$
AECSL	18-avr-12	2 000,00 \$
TOTAL		31 018,33 \$

ANNEXE B : Suivi du paiement des factures pour les instances de la CLASSE

Congrès	Montant payé	Montant facturé	%
Congrès CLASSE des 3 et 4 décembre 2011	3 202,50 \$	4 142,50 \$	77,31%
Congrès CLASSE du 22 janvier 2012	1 720,00 \$	2 083,33 \$	82,56%
Congrès CLASSE du 4 et 5 février 2012	1 955,00 \$	2 642,50 \$	73,98%
Congrès CLASSE du 18 février 2012	930,00 \$	1 830,00 \$	50,82%
Congrès CLASSE 25 février 2012	750,00 \$	1 330,00 \$	56,39%
Congrès CLASSE 3 et 4 mars 2012	900,00 \$	2 042,50 \$	44,06%
Congrès CLASSE 10 mars 2012	560,00 \$	1 580,00 \$	35,44%
Congrès CLASSE 17 mars 2012	625,00 \$	1 530,00 \$	40,85%
Congrès CLASSE 24 et 25 mars 2012	735,00 \$	2 610,00 \$	28,16%
Congrès CLASSE des 31 mars et 1er avril 2012	200,00 \$	2 835,00 \$	7,05%
Camp de formation			
Camp 28 et 29 janvier 2012	2 857,50 \$	4 005,00 \$	71,35%
TOTAL	14 435,00 \$	26 630,83 \$	54,20%

ANNEXE C : Suivi des dons à la CLASSE

Dons à la CLASSE en date du 18 avril 2012	
Associations étudiantes membres de l'ASSÉ	
Nom	Montant
SOGEECOM	1 500,00 \$
AGES	1 000,00 \$
AÉCS	2 000,00 \$
AECSL	8 932,00 \$
AFESH-UQAM	5 600,00 \$
TOTAL	19 032,00 \$
Associations étudiantes non-membres de l'ASSÉ	
Nom	Montant
AGECR	30,00 \$
AGÉÉCC	25,00 \$
AGECJ	100,00 \$
RÉSUL	500,00 \$
AGECAL	500,00 \$
TOTAL	1 155,00 \$
Autres organismes	
Nom	Montant
Centre justice et foi	30,00 \$
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain	100,00 \$
FPSEC-CSQ	50,00 \$
SÉTUE	3 250,00 \$
FAE	1 800,00 \$
Don individuel	50,00 \$
SPUQ	250,00 \$
CSN	5 000,00 \$
FSSS-CSN	375,77 \$
AVANTI CINE / Vidéo (participation à tout le mo	300,00 \$
MEPACQ	250,00 \$
FRAPRU	1 000,00 \$
AETELUQ	1 000,00 \$
CSN-Construction	300,00 \$
CPAS	5 000,00 \$
Syndicat des travailleurs et travailleuse de l'Hotel Reine Elisabeth	300,00 \$
Don individuel	25,00 \$
FIQ	2 500,00 \$
Syndicat des chargés de cours de l'UQTR	5 000,00 \$
FPPU	3 000,00 \$
TOTAL	29 580,77 \$
TOTAL (cumulatif)	49 767,77 \$

ANNEXE D : Suivi des cotisations à la CLASSE

- À noter : Les associations ayant joint la CLASSE après le 1^{er} avril 2012 ne sont pas comptabilisées dans ce tableau.

Cotisations reçues pour la CLASSE			
Dernière mise à jour le 18 avril 2012			
Association étudiante	Date d'adhésion à la CLASSE	Nombre de membres	Cotisations reçues
AGECoV	3 et 4 décembre	1965	2 500,00 \$
AGEFLESH	3 et 4 décembre	2000	1 000,00 \$
AGEECL	3 et 4 décembre	3750	5 700,00 \$
AGECVM	3 et 4 décembre	6900	6 900,00 \$
AFESPED	3 et 4 décembre	2100	4 212,50 \$
AEDDHUM	3 et 4 décembre	150	150,00 \$
AGEEPP	3 et 4 décembre	230	
AECSEF	4 et 5 février	900	900,00 \$
AECA	4 et 5 février	1300	130,00 \$
AEGUM	4 et 5 février	250	100,00 \$
AÉEH-UL	4 et 5 février	350	300,00 \$
AGECFXG	18 février.	5700	6 000,01 \$
AGECAL	18 février.	3500	3 000,00 \$
GÉOGRAD	18 février.	91	
MESSUL	18 février.	450	
ACCES-UL	18 février.	99	50,00 \$
RÉSUL	18 février.	111	110,00 \$
ACEP-UL	18 février.	115	
AELCUM	18 février.	190	
AESS-UQAM	25 février.	3600	3 500,00 \$
AELLFUM	25 février.	425	200,00 \$
AÉMUM	3 et 4 mars	630	
ACELUL	3 et 4 mars	350	100,00 \$
AGEETUL	10 mars.	115	20,00 \$
GSA	10 mars.	6000	
Asso-CÉTASÉ	10 mars.	135	130,00 \$
AEUPARC	10 mars.		
ACSSUM	10 mars.	110	120,00 \$
AÉDIROUM	17 mars.	340	355,00 \$
AGEBdeB	17 mars.	2950	
AECSSPUM	17 mars.	170	
AECSAUM	17 mars.	185	100,00 \$
AESSUM	24 et 25 mars	638	583
AFELC-UQAM	24 et 25 mars	3900	3970
AEEBSI	24 et 25 mars	520	520
SCPA-GSA	24 et 25 mars	100	
ADEPUL	31 mars et 1 ^{er} avril	77	
AECSEI	31 mars et 1 ^{er} avril	142	150
TOTAL		50538	40 800,51 \$